RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales

N° 16 | 2025
Regards multiples sur des formes et des pratiques sociales de résistances face à l'« insécurité sociale »

La mise en abîme du travail social

Eric GONDARD *Maître de conférences*
Département de sociologie
LEIRIS
Université Paul-Valéry Montpellier

Édition électronique :
URL : https://rusca.numerev.com/articles/revue-16/574-la-mise-en-abime-du-travail-social
DOI : numerev_2790
Date de publication : 01/12/2025

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : GONDARD, E. (2025) La mise en abîme du travail social. *RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales*, (16). https://doi.org/10.34745/numerev_2790

Par le biais d’une approche sociologique centrée autour des valeurs de la modernité occidentale puis de la gouvernance néolibérale, cet essai cherche à comprendre les transformations majeures du travail social contemporain de plus en plus sommé de se conformer à des exigences semblables à celles du monde de l’entreprise. Dans un même mouvement, cette transformation idéologique du travail social implique une recomposition de l’action du travailleur de terrain.

Mots-clés :
Libéralisme, Valeurs, Souffrance psychique, Nouvelle Gestion Publique

---

The self-reflexivity of social work

Abstract : Adopting a sociological perspective focused on the values of Western modernity and neoliberal governance, this study examines the profound transformations within contemporary social work. Increasingly, the field is pressured to align with corporate sector demands. This ideological shift fundamentally restructures the day-to-day practices of frontline workers.

Keywords : *liberalism, psychological suffering, values, New Public Management.*

Par Éric GONDARD, Maître de conférences en sociologie à l'niversité de Montpellier Paul-Valéry, LEIRIS.

« Dans le clair-obscur, à l’heure où l’aube s’enfuit,
Je m’emploie à percer à jour l’ombre qui me nuit ».
Daniel Confland

Il y a un constat très simple à réaliser : une des fonctions du travail social est de soutenir des populations brisées par le monde social alors même que le monde social a tendance à briser les travailleurs sociaux. Une des façons d’expliquer ce phénomène consiste à regarder les valeurs de notre temps. En premier lieu les valeurs du monde du travail, très largement dominées par le fonctionnement capitaliste (recherche de richesses, productivité, rentabilité, concurrence, etc.) ; mais aussi plus globalement l’idéologie néolibérale telle que Michel Foucault l’avait déjà comprise dans les années 70 (Foucault, 2004). C’est-à-dire comme une technique de gouvernance des hommes, non plus d’une manière directement coercitive mais, par leur adhésion spontanée à un idéal et selon un intérêt personnel qui serait construit sur un calcul purement rationnel. Ces deux grandes structures, capitalisme et libéralisme entretiennent de réelles « affinités électives » et trouvent leur origine dans la modernité occidentale telle que définie par les premiers sociologues soucieux de comprendre les évolutions de leur

temps (la fameuse triple révolution : scientifique, industrielle et politique des XVIIIème et XIXème siècles). C'est aussi à cette époque que l'assistance aux indigents va de plus en plus relever d'une prérogative d'État au détriment de l'Église ; mouvement concomitant de la sécularisation et laïcisation de la société française. Aussi nous semble-t-il judicieux, dans un premier temps, de questionner les pères fondateurs de la sociologie et de voir ce qui, dans leur approche respective, permet déjà de comprendre les évolutions actuelles du travail social. Rappelons à ce titre que le travail est par définition un ensemble de techniques de production de bien ou de service et que ces techniques évoluent évidemment avec leur temps et les avancées matérielles et idéologiques. Ensuite, nous voudrons regarder brièvement les valeurs dominantes de l'époque contemporaine et voir leurs impacts sur le travail social.
Cet essai ne repose pas sur une enquête à proprement parler mais il est construit à partir d'une expérience de plus de 15 ans dans des centres de formation pour travailleurs sociaux ainsi que sur des réseaux personnel et professionnel qui nous permettent de fréquenter des travailleurs sociaux depuis de très nombreuses années. Aussi, croisé avec notre réflexion sociologique c'est directement de l'intérieur que nous appréhendons le phénomène du travail social, de manière intuitive au sens bergsonien : « l'intuition dont nous parlons porte donc avant tout sur la durée intérieure » (Bergson, 2013) et en nous rapprochant en termes d'objectivité d'une théorie enracinée où les hypothèses de recherche naissent directement d'une approche empirique.

Développement de la prise en charge dans la modernité occidentale

Émile Durkheim et la question de la solidarité

Avec Durkheim nous posons la question de la solidarité que nous comprenons dans le cadre de cet essai comme une cause et une conséquence du travail social. En effet, les différentes pratiques du travail social aujourd'hui sont tributaires d'une histoire de la solidarité depuis plus d'un siècle, en même temps qu'elles sont formatrices de cette dernière. Si les catégories de solidarité mécanique et organiques sont critiquables (comme toute théorie), elles sont surtout à repenser dans le cadre de notre contemporanéité tant les changements sont nombreux : famille, école, lien entre les générations, emploi et travail, genre, urbanisation, racisme, inégalités, justice, mondialisation, etc. Autant de mutations qui impactent aussi bien la solidarité que la société. Chez Durkheim la solidarité est le socle de la société et les deux entretiennent une causalité directe. Ainsi s'il est évident que nous ne sommes plus dans une société moderne au sens durkheimien du terme, il est logique que la solidarité ne soit plus tout à fait la même elle aussi (Paugam, 2011). D'un point de vue sociologique, la solidarité compose les liens que les individus entretiennent entre eux et avec la société, elle est aussi source d'une obligatoire protection face à notre vulnérabilité dans sa dimension anthropologique[1] et de notre besoin de reconnaissance individuelle constitutive de

notre identité sociale. Pour reprendre les termes de Serge Paugam, la solidarité constitue le socle de ce que l'on pourrait appeler « l'*homo sociologicus* ». D'un point de vue pratique, le champ du travail social cristallise ces enjeux de solidarité : permettre une protection en cas de vulnérabilité prégnante, assurer une filiation sociale, permettre une reconnaissance sociale et donc une identité (même si potentiellement stigmatisante). À ce titre, la constitution moderne du travail social tient une place particulièrement importante dans le déroulement des sociétés occidentales (d'autant plus avec la sécularisation et
le recul de la sphère religieuse) puisque ce dernier, au-delà du travail de terrain, représente le dernier rempart au délitement du lien social pour de nombreuses populations. Le travail social participe ainsi, dans sa relation d'assistance, à une logique conservatrice du monde social[2].

Max Weber et la rationalisation de l'existence

Si chez Durkheim, via le concept de solidarité, il semble évident que la sociologie a de sérieux arguments pour penser le travail social, chez Max Weber le lien demande d'abord de comprendre sa critique de la Modernité occidentale. Pour Weber la Modernité est avant tout un processus global de rationalisation, aucune sphère du monde social n'échappe à ce phénomène. Dans la droite ligne de la pensée des Lumières, le postulat de base est que nous serons toujours meilleurs si nous sommes toujours plus rationnels, oubliant au passage que tout progrès technique n'est pas nécessairement un progrès social et humain. Pour en convenir, il nous suffit de penser aux deux bombes nucléaires, aux camps de la mort compris comme l'application de l'organisation scientifique du travail à l'extermination de populations ou encore, plus récemment, la crise climatique majeure dans laquelle nous nous trouvons. Si ce processus de rationalisation trouve son apogée dans l'organisation scientifique du travail et dans la bureaucratie, il est aussi omniprésent dans nos vies et nos existences quotidiennes. La technique, corollaire de la raison et de la pensée scientifique positiviste qui devait nous simplifier la vie, tend à tout simplement l'occulter au profit d'une froide efficacité mécanique (mail, téléphone portable, smartphone, agenda partagé jusque dans la sphère familiale, numérisation de toutes nos démarches, etc.) : «â□□La science positive, expérimentale et mathématique a progressivement chassé le sacré de ce monde et nous a laissés dans un univers utilisable, mais vide de sens » (Aron, 2017). C'est le fameux désenchantement du monde de Weber et qui sera aussi développé un demi-siècle plus tard par Jacques Ellul dans sa critique de la technique (2012). En effet, ce dernier considère la technique non pas comme un simple outil mais comme un système autonome qui façonne la société et aliène l'individu. Il n'aura d'ailleurs de cesse de nous mettre en garde contre une société où la technique de
vient une fin en soi, au détriment de l'humain[3].
Au-delà des discours sociologiques nombre d'individus se rendent compte de manière intuitive de ces mécanismes de la pensée moderne et de leurs effets délétères sans toutefois pouvoir s'en extirper face à l'absence de modèle concurrent[4]. Pire, alors que nous avons pris conscience du mécanisme de rationalisation, entre autres grâce à

Weber, la logique dominante actuelle cherche à le renforcer en le soumettant toujours plus à la raison. Les métamorphoses actuelles des sociétés occidentales répondent en grande partie à cette logique. C'est ce qu'Ulrich Beck (2008) stipule lorsqu'il aborde l'idée d'une « rationalisation du processus de rationalisation » pour définir notre époque, parlant ainsi d'une « seconde modernité » ou « modernité réflexive ». Il nous faut être toujours plus efficace, productif, gérer le plus grand nombre avec le moins de ressources possibles[5]. Si tous les champs du monde social amènent des logiques différentes et peuvent potentiellement créer des valeurs en opposition, la grande majorité se retrouve toutefois dans une logique commune qui les anime : une hyper-rationalisation. Le travail social n'échappe pas à la règle et les logiques de mise en concurrence des associations, de projets, de performances, de gestions bureaucratiques, ou encore d'agencements en partenariat et en travail en réseaux dans une volonté d'efficacité et de baisse des coûts sont autant de manifestations de ce processus de rationalisation à l'œuvre dans la prise en charge sanitaire et sociale. Si ce cadre est éventuellement compréhensible dans une logique entrepreneuriale et de production de richesse, cela est nettement plus questionnable (pour ne pas dire critiquable) si nous l'acceptons dans le cadre du social, du sanitaire et de l'éducatif qui, par essence, n'ont pas vocation à être rentables. Ceci est d'autant plus marquant que Beck met en relation la hausse du risque dans notre société avec la création des richesses. Si aujourd'hui nos sociétés occidentales n'ont jama
is créé autant de richesses de leur histoire cela se fait en contrepartie d'une répartition particulièrement segmentée et de risques accrus, dès lors beaucoup plus d'origines humains que naturels. Se met en place une inégalité sociale claire où les populations qui profitent le plus de la création de richesse sont aussi celles qui sont le moins soumises aux risques engendrés par cette création. Se pose donc la question d'un travail social qui devrait combler ce rapport très particulier au risque tout en étant lui-même soumis à cette logique de production des risques causée par une injonction à l'efficacité et à la productivité. Le travailleur social doit supporter la misère du monde sans pour autant y succomber, grâce à ses propres ressources, de manière autonome. Nous retrouvons là une injonction à l'infaillibilité de l'individu, et de surcroît du professionnel, mais dans un champ particulièrement tendu et soumis à des difficultés pour le moins notables. Comme Robert Castel le soulignait dans sa critique du salariat (1995), nous sommes rentrés dans une époque de « vulnérabilités de masse » causées par les transformations du travail (comme technique de production) et de l'emploi (le marché où se rencontrent offres et demandes). Ces bouleversements engendrent une précarisation de toute une partie de la population et parfois même des travailleurs sociaux, eux-mêmes soumis à ces transformations. Pour le dire clairement, le travailleur social précaire doit porter la précarité du monde ! Pierre Bourdieu avait déjà très bien expliqué cela dès la fin du XXème siècle à propos du néolibéralisme qu'il définissait comme un « programme de destruction méthodique des collectifs », il avançait :

Peut-on attendre que la masse extraordinaire de souffrance que produit un tel régime politico-économique soit un jour à l'origine d'un mouvement capable d'arrêter la course à l'abîme ? En fait, on est ici devant un extraordinaire paradoxe : alors que les obstacles rencontrés sur la voie de la réalisation de l'ordre nouveau — celui de l'individu seul, mais libre — sont aujourd'hui tenus pour imputables à des rigidités et des archaïsmes,

et que toute intervention directe et consciente, du moins lorsqu'elle vient de l'État, par quelque biais que ce soit, est d'avance discréditée, donc sommée de s'effacer au profit d'un mécanisme pur et anonyme, le marché (dont on oublie qu'il est aussi le lieu d'exercice d'intérêts), c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi toutes les solidarités sociales, familiales ou autres, qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée (1998).

Paradoxe, ou même mise en abîme tragique, ces mécanismes techniques (*management*, *empowerment*, projet, productivité, efficacité, autonomie, individualisme, etc.) sont d'autant plus acceptés dans le travail social que le travailleur le fait au nom de la l'accompagnement des « bénéficiaires ». Ce fondement éthique, qui bien souvent motive les travailleurs sociaux, leur permet de supporter encore plus les conditions néolibérales puisque ces dernières sont perçues comme un mal nécessaire pour être au service de l'usager. Là encore la société semble s'auto-légitimer[6] puisque ceux qui essayent de freiner la dissolution du monde social (même s'ils n'ont pas toujours conscience de ce rôle) se retrouvent à la vivre aussi bien dans leur accompagnement que potentiellement dans leur quotidien et dans leur existence.

Éthique et actions dans le travail social

Une des implications les plus concrètes et directes de cette rationalisation, technicisation, scientifisation et bureaucratisation du travail social se repère dans le type d'actions qui prédomine aujourd'hui dans ce champ. Ainsi, l'action par projet est devenue la norme au niveau institutionnel et les travailleurs de terrain sont toujours plus contraints d'agir par responsabilité et non par conviction pour reprendre la célèbre typologie de Weber (2019).

Le projet

L'action par projet est aujourd'hui la norme dans la grande majorité des institutions ou organisations. Le champ du travail social n'échappe pas à la règle puisque le projet y est clairement une injonction. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les formations en travail social où la méthodologie de projet n'a de cesse de prendre de plus en plus de place, ne serait-ce qu'en volume horaires d'enseignement.

En soit l'action par projet n'est pas mauvaise, elle est très clairement un outil extrêmement efficace pour anticiper l'avenir mais elle implique toutefois d'être pensée convenablement et surtout d'être désirée par la personne qui porte le projet. En effet, bien souvent les acteurs de terrain répondent à des projets car c'est ce qu'il leur est demandé et non pas parce qu'ils veulent réaliser ce projet. Aussi, un projet s'il n'est pas

souhaité ou désiré par ceux qui s'y impliquent ne sera jamais un véritable projet. En nous appuyant sur les travaux de Jean-Pierre Boutinet (1990) et son approche critique du projet, nous pouvons alors parler de « pseudo-projet ». Il s'agit d'un grand paradoxe de notre temps et qui à l'origine d'une réelle souffrance sociale : le projet ne peut pas être contraint.

Il y a encore quelques années un travailleur social avait un budget de fonctionnement pour organiser sorties ou autres activités avec les bénéficiaires et cette dotation était allouée car ce travailleur avait un diplôme qui était donc le garant de sa bonne gestion. Pour le dire autrement, le budget était un allant de soi donné en fonction d'un diplôme qui légitimait la pratique. Aujourd'hui, dans une perspective de rentabilité économique qui n'envie rien aux logiques de marché, un travailleur social doit réaliser un projet qui sera approuvé (ou non) par sa hiérarchie en fonction de choix qui le dépassent. Deux problèmes centraux se posent et qui finissent par en faire advenir un troisième :

1 - Il y a une dépossession de son travail pour le travailleur social, il n'est plus maître de son outil… Même s'il est toujours responsable du résultat.

2 - L'action par projet qui demande la validation d'une hiérarchie implique, chose nouvelle, un contrôle *a priori* de l'action. Bien entendu les travailleurs sociaux ont toujours eu des comptes à rendre à leurs supérieurs mais ce contrôle est aujourd'hui plus pensé en amont qu'en aval de l'action et la plupart du temps en fonction de contraintes budgétaires. De plus, le contrôle *a posteriori*, toujours dans une logique de projet, devient une auto-évaluation (preuve de l'autonomie perverse laissé au travailleur), c'est-à-dire une sorte d'examen de conscience qui doit être conforme aux attentes des décideurs financiers.

3 - De ces deux constats naît une aliénation toujours plus forte à la hiérarchie tout en accentuant la responsabilité de l'acteur de terrain. *In fine*, apparaît un paradoxe : le travailleur social est de plus en plus contraint au nom de son autonomie, il s'agit d'une injonction sociale contradictoire et difficilement soutenable.

Le travail social fonctionne aujourd'hui comme n'importe quelle entreprise du secteur marchand. De même, la mise en concurrence des associations dans les appels d'offres repose sur cette même mouvance. L'idéologie de la concurrence (sensée permettre de tirer le meilleur d'une entreprise) appliquée au travail social pousse les institutions à proposer des budgets toujours plus serrés avec des organisations sur le terrain parfois parfaitement saugrenues (recours à du précariat, recomposition des services et « flexibilité », partage de bureau ou de poste, demande de ¼ temps-plein, etc.). Dans des secteurs où la productivité n'a pas lieu d'être, les logiques de concurrence, en plus de mettre les associations dos à dos, rendent souvent le travail très difficile quand il n'est pas tout simplement impossible. À force de s'engouffrer dans une organisation scientifique du travail au nom de la rentabilité nous sommes en train de rendre le travail social tout simplement impossible, en tout cas tel qu'il s'est historiquement constitué. De plus, nous sommes rentrés depuis plus de 40 ans dans un processus de précarison des travailleurs sociaux.

Éthique de conviction ou éthique de responsabilité ? Vers une « éthique de

procédure »

Le travail social tout au long du XXème siècle et surtout à partir de la période d'après-guerre s'est développé autour de convictions profondes d'altruisme et de solidarité. En France, très clairement la fondation de la sécurité sociale en 1945 est extrêmement révélatrice de ce phénomène. En effet, il faut imaginer l'état de la France à cette époque, le pays et ses infrastructures sont en grande partie rasés, l'économie est à repenser entièrement suite à l'effort de guerre et l'avenir est plus qu'incertain. C'est dans ce contexte particulièrement tendu économiquement et socialement que sera fondée la sécurité sociale, dans une montée très claire d'humanisme, un plus « jamais ça » face à la barbarie de la deuxième guerre mondiale. La question d'alors n'est pas de savoir si nous pouvons financer la sécurité sociale (les fondateurs eux-mêmes n'en savent rien dans le contexte dans lequel ils se trouvent) mais de trouver des solutions pour éviter le retour de la haine et de la destruction de l'Homme par l'Homme. Il faut trouver des solutions pour éviter de mettre les Hommes dos à dos et donc implicitement protéger la cohésion sociale.
Dans la période où nous vivions à ce moment-là, il y avait un courant d'idées qui emportait tout ! Un esprit de solidarité né de la guerre et ses suites et qui soulevait l'ensemble de l'opinion. Et j'ai eu la chance aussi que le syndicalisme salarié était extrêmement puissant et se résumait essentiellement dans la CGT, qui groupait à ce moment-là cinq millions d'adhérents. Il y avait bien à côté des syndicats chrétiens, qui d'ailleurs au début ont été réticents, non pas contre l'institution mais contre le fait qu'on ne leur faisait pas une place suffisante dans le système. Mais tout cela a été absorbé par l'élan collectif de la population ouvrière, la masse de la population.[7]
Le travail social moderne est né de cette mouvance et les travailleurs sociaux agissent alors au nom d'une morale humaniste ou, pour le dire en termes wébériens, selon une éthique de conviction humaniste. Face aux transformations récentes, notamment depuis le virage de la rigueur dans les années 80 en France et l'hégémonie progressive de la Nouvelle Gestion Publique, la manière d'agir change peu à peu et, de plus en plus, les travailleurs sociaux sont formés à agir en responsabilité, c'est-à-dire selon un poste et une fonction au sein d'une hiérarchie. Cela correspond aussi au passage d'une action rationnelle en valeur à une action rationnelle en finalité[8]. Le travail répondant toujours plus à des logiques abstraites qui dépassent souvent les réalités de terrain, et les individus ayant de plus en plus recours au travail non pas dans le but d'effectuer une tâche (et au passage récolter le fruit de leur travail) mais dans une volonté d'obtenir un salaire pour (sur)vivre, nous nous questionnons même sur la validité aujourd'hui de considérer une éthique de responsabilité qui laisserait encore un intérêt pour la fonction possédée par le travailleur. Le travail se vide toujours plus de son sens, notamment par l'effet de l'activité salarié qui crée un décalage entre la tâche accomplie et son résultat. La précarisation de l'emploi et la technicisation toujours plus grande du travail ont ensuite largement et très rapidement augmenté ce phénomène sur les cinquante dernières années. Est-ce que le travail ne reposerait pas aujourd'hui pour une grande partie de la population sur une « éthique pécuniaire » et/ou « éthique de procédure » ? Ou pour le dire autrement : « Je fais ce que je dois faire au nom de l'argent et non plus

du tout en fonction des valeurs de mon travail, même plus celles liées à mon poste ou ma fonction ». Il s'agirait là du *summum* d'une pensée rationnelle en finalité, où le travail, vidé de son sens, n'a comme unique finalité le salaire. Combien de jeunes t ravailleurs sociaux n'avons-nous pas vu arrêter leur métier dans les premiers mois de leur pratique, quelques semaines seulement après la fin de leur formation ? Ceci explique aussi en partie le très fort *turnover* dans les métiers du social.
Apparaît donc une souffrance psychique : le travailleur ne comprend pas pourquoi il n'arrive pas à s'épanouir dans le cadre de son travail, contrairement à l'injonction sociale qui l'y pousse. Il s'agit d'une forme d'anomie au sens mertonien (Merton, 1938, pp. 672-682), les buts culturels valorisés par la société et les moyens objectifs qu'elle met à disposition pour y parvenir sont dissonants, ce qui crée de la souffrance chez l'acteur social. Souffrance qui aura d'ailleurs tendance à renforcer le désir de ne plus se définir par son travail, de ne plus le considérer comme une valeur centrale en tant que tel, mais bien comme un moyen pour sa survie. L'idéologie contemporaine nous pousse à considérer notre vie comme un projet dans une réelle dimension entrepreneuriale, à devenir (auto)entrepreneur[9] de nous-même, notamment dans une injonction à nous réaliser dans et par notre travail mais, dans un même mouvement, ayant vidé le travail de son sens, elle pousse aussi implicitement les individus à ne plus le faire dans ce cadre privilégié.

Bureaucratie et cage d'acier

Max Weber nous est encore une fois utile pour comprendre un autre phénomène qui se joue tant au niveau de la formation que sur le terrain des travailleurs sociaux. En effet, cet auteur va, dès le début de XXème siècle, théoriser une des conséquences centrales de la rationalisation croissante des sociétés occidentales : la bureaucratie (Weber, 2018). Là encore, la bureaucratie (comme le projet) n'est pas mauvaise en soi, il s'agit d'une technique de gouvernance des Hommes. Il s'agit même certainement de la technique la plus efficace que l'humanité ait connue ; avec la bureaucratie il est possible de gérer des populations de plusieurs centaines de millions d'habitants (la Chine compte aujourd'hui 1,409 milliard d'habitants d'ailleurs dépassée depuis peu par l'Inde)[10]. La bureaucratie est un « idéal-type » moderne, l'exemple type de l'organisation rationnelle-légale (une hiérarchie claire avec division verticale des pouvoirs, spécialisation des tâches, règles écrites, décisions neutres et basées sur des règles et non sur les relations personnelles et promotion au mérite). Toutefois, ce système de gouvernance provoque deux conséquences perverses : une déshumanisation des pratiques et l'apparition d'une « cage d'acier » :
1. La déshumanisation des pratiques : en insistant sur une logique technique et instrumentale au détriment des interactions humaines, la bureaucratie s'éloigne toujours plus de la réalité et de la vie quotidienne qu'elle est sensée faciliter. Ce constat sera largement repris par l'école de Francfort qui désignera la bureaucratie comme un outil de domination technocratique des sociétés modernes-capitalistes qui entraîne une « colonisation du monde vécu » (Habermas, 1981).
2. La cage d'acier renvoie plus spécifiquement à l'œuvre de Weber et désigne à la fois

l'étouffement de la créativité et de l'autonomie par une rationalisation excessive et, en même temps, le fait pour les individus de se retrouver isolé, et même nié au profit de la productivité et de l'ordre administratif. Aussi la cage d'acier est certes le résultat d'une rationalisation de l'existence, mais aussi de mécanismes concrets liés au capitalisme[11].
Aujourd'hui, le travail social (c'est d'ailleurs aussi le cas de la formation) repose de plus en plus en plus sur les valeurs bureaucratiques ; de surcroît, dans un souci d'économie d'échelle, la tendance actuelle à des agglomérats associatifs toujours plus vastes ne fait que renforcer cette logique. Malgré les efforts des travailleurs, déshumanisation et cage d'acier sont toujours plus présents et se ressentent aussi bien pour les travailleurs que pour les bénéficiaires. Face à ce constat plus ou moins conscientisé se mettent toutefois en place des stratégies d'acteurs.

Conclusion : violence symbolique et résistance (plus ou moins implicite)

Les nouveaux travailleurs sociaux formés aux différentes techniques managériales, dont nous le rappelons sont une des causes centrales du mal être contemporain, participent implicitement à cette précarisation et à cette souffrance d'origine sociale tout en la subissant eux-mêmes. Nous sommes devant un des meilleurs exemples de violence symbolique que nous pouvons percevoir à la suite de Bourdieu : « La violence symbolique est cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant (donc à la domination) lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa situation avec lui, que d'instruments qu'il a en commun avec lui » (Bourdieu, 1997). Aujourd'hui les valeurs de la Nouvelle Gestion Publique inculquées à toutes les élites dirigeantes, mais aussi à tous les cadres et cadres intermédiaires, et le seul carcan pour penser le travail et la gouvernance des hommes et cela est ensuite retransmis dans tous les centres de formations[12]. Encore plus qu'une « simple » violence symbolique, il s'agit ici d'une réelle idéologie au sens marxien du terme et qui trouve bien son origine dans les logiques de marché tout en les légitimant. Il y a quelque chose de fascinant à se rendre compte que les personnes qui dans la société doivent prendre en charge la vulnérabilité sont elles-même créatrices (à leur insu) de vulnérabilité, car répondant aux logiques sociales qui la provoquent et, de surcroît, tout en la vivant elles-mêmes. Fascinant aussi de tout simplement se rendre compte que des logiques de marchés et de productivité gouvernent la prise en charge sanitaire et sociale. Nous pouvons même aller plus loin puisqu'aujourd'hui le terme même de vulnérabilité est repris sous l'angle du néolibéralisme comme une sorte « d'autonomie perverse ». Est vulnérable la personne qui ne peut être individu à part entière, libre et indépendant… c'est-à-dire « entrepreneur de soi ». Cette perspective p
ermet d'ailleurs une gestion des risques individuels par les théories du management et la boucle est bouclée…

Stratégies d'acteurs et bricolage institutionnel

Pour autant, face à cette autolégitimation du monde social à laquelle peu échappent encore, se mettent en place des stratégies d'acteurs. Ces stratégies relèvent d'ailleurs autant d'une nécessité pratique que d'une volonté claire de contourner des règlements jugés comme trop contraignants, inutiles ou même tout simplement stupides car tellement décalés des réalités de terrain. C'est ce que Michel Crozier (1963) relèvera quand, à propos de la bureaucratie, il démontrera que les individus n'ont pas d'autres solution que de se faufiler au sein du système, notamment en ayant recours à un « pouvoir informel » (les acteurs vont sciemment contourner les règles pour se préserver) et à une sorte de flexibilité non consentie par la hiérarchie ; la bureaucratie créant une sorte de cercle vicieux : toujours plus de règles implique toujours plus de contournements ! Un moyen de s'extirper de cette « cage d'acier ».
C'est aussi d'une certaine manière ce que nous retrouvons plus récemment et plus spécifiquement pensé dans le cadre du travail social chez de Julien Damon (2002) à la suite de Claude Lévy-Strauss à travers la notion de « bricolage ». Lévy-Strauss dans *La pensée sauvage* (1962) met en parallèle deux types de pensée : celle de l'ingénieur et celle du bricoleur.
1 - Le bricolage est une forme de pensée et d'action qui va privilégier l'environnement directement disponible pour résoudre un problème et cela sans nécessairement suivre un plan totalement planifié à l'avance (sans suivre un projet dirions-nous aujourd'hui). Il s'agit d'une science du concret, une rationalité pratique, qui procède par ajustement et réutilisation. Cette façon d'imaginer le monde et de le façonner démontre que la pensée humaine n'est pas toujours linéaire et planifiée, mais aussi inventive et adaptative.
2 - Lévy-Strauss y oppose la pensée de l'ingénieur (celle de la Modernité occidentale) qui conçoit et utilise des outils et des matériaux spécialement adaptés à son projet. Il s'agit d'une science de l'abstraction qui recherche des modèles théoriques avant toute chose, ainsi que la planification systématique.
Aussi, face à cette « ingénierie sociale » et ses limites, notamment dues à un manque flagrant de ressources mais aussi à l'imprévisibilité des situations de terrain, le travailleur de terrain[13] est sommé de se transformer en bricoleur. Parfois jouer un peu avec les normes et règlements, fermer les yeux sur certaines actions des usagers, trouver des solutions à une difficulté en puisant directement dans ses ressources personnelles ou dans une création de bric et de broc directement avec d'autres collègues, etc. Nous y voyons à la fois une nécessité face à la difficile réalité du terrain, mais aussi une volonté de contournement et de résistance face à la déshumanisation des pratiques et à l'absurdité de certains modèles théoriques et technocratiques qui trouvent leur origine dans l'idéologie de marché et le monde entrepreneurial.

De l'intérêt de la discipline sociologique

Enfin, travail social et sociologie ont toutes les raisons de s'entendre. Si nous nous penchons sur les deux grands paradigmes fondateurs de la sociologie, chacun nous

éclaire, et cela encore aujourd'hui, sur les spécificités de ces métiers. Pourtant la discipline est très peu présente dans la compréhension de ce champ par les acteurs qui y œuvrent. Il est d'ailleurs révélateur de notre époque que les formations en travail social proposent si peu de sociologie dans leurs contenus et « restent fortement ancrées dans les référentiels de la psychanalyse et de la psychologie » (Dubechot, 2005) : causes et conséquences de la vulnérabilités sont encore très (trop) largement pensées comme relevant principalement de la sphère individuelle, déposant au passage une charge supplémentaire sur les épaules déjà bien chargées des populations accompagnées comme des travailleurs sociaux. L'individu libre se doit d'être autonome et, revers de la médaille, il est sommé d'être toujours plus responsable. La sociologie peut ainsi avoir un rôle particulièrement intéressant à jouer dans l'avenir des formations en travail social en révélant les mécanismes sociaux à l'œuvre dans la constitution des vulnérabilités et de la souffrance psychique (et non pas seulement pour former des « disciples du *management* »). Il pourrait s'agir d'une réelle soupape pour le futur travailleur social pour se rendre compte qu'il n'est pas nécessairement et/ou entièrement coupable de la souffrance du monde, ni de la sienne.

Bibliographie

Aron, R. (2017). *Les étapes de la pensée sociologique*. Paris : Gallimard, 2017 (1967).
Beck, U. (2008). *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion, 2008 (1986).
Bergson, H. (1934). *La pensée et le mouvant*, Paris : PUF, 2013.
Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Paris : Gallimard, 1997.
Bourdieu, P. (1998). « L'essence du néolibéralisme ». *Le Monde diplomatique*. Mars 1998. https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609.
Boutinet, J.-P. (1990). *Anthropologie du projet*. Paris : PUF, 1990.
Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*. Paris : Fayard, 1995.
Crozier, M. (1963). *Le phénomène bureaucratique : essai sur les tendances bureaucratiques des systèmes d'organisation modernes et sur leurs relations en France avec le système social et culturel*. Paris : Seuil, 1963.
DAMON J., *La question SDF : critique d'une action publique*, Paris, PUF, 2002.
Dubechot, P. (Dir.). (2005). *La sociologie au service du travail social*. Paris : Éditions La Découverte, 2005.
Ellul, J. (2012). *Le bluff technologique*. Paris : Fayard, 2012 (1988).
Foucault, M. (2004). *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France 1978 – 1979*. Paris : PUF, 2004.
Habermas, J. (1981). *Théorie de l'agir communicationnel tome 2 : pour une critique de la raison fonctionnaliste*. Paris : Fayard, 1981.
Lévy-Strauss, C. (1962). *La pensée sauvage*. Paris : Plon, 1962.
Löwy, M. (2013). *La Cage d'acier : Max Weber et le marxisme wébérien*. Paris : Stock, 2013.
Merton, R. K. (1938). « Social structure and anomie ». *American Sociological Review*,

Vol. 3, No 5, Oct. 1938, pp. 672 – 682.
Paugam, S. (Dir.). (2011). *Repenser la solidarité : l'apport des sciences sociales*. Paris : PUF, 2011.
Simmel, G. (1998). *Les pauvres*. Paris : PUF, 1998 (1907).
Weber, M. (2018). *Économie et société Tome 1 : Les catégories de la sociologie*. Paris : Plon, 2018 (1922).
Weber, M. (2019). *Le savant et le politique*. Paris : Édition La Découverte, 2019 (1917).

[1] Le simple fait d'être vivant fait de nous des êtres vulnérables. Toutefois, si nous sommes tous vulnérables, nous ne sommes pas tous égaux face à la vulnérabilité.
[2] Ce que Simmel avait déjà perçu dès le début du siècle passé à propos de l'aide à la pauvreté.
[3] Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point Ellul est aujourd'hui d'actualité notamment autour de ses positionnements en termes d'écologie ou sur la question de la sécularisation de la société.
[4] En ce sens Ellul proposait d'ailleurs une approche théologique de l'espérance où la foi chrétienne pourrait être le support d'un contre modèle face à un monde techniciste.
[5] Par exemple, la crise du service public en France est largement liée à cette logique de Nouvelle Gestion Publique (ou *New Public Management*) à l'œuvre dans toutes les administrations depuis les années 1980. Il s'agit de « maximiser » l'efficacité de l'organisation de ces institutions bureaucratiques à l'aide de méthodes de gestion (ou *management* pour le dire dans le vocabulaire contemporain) empruntées aux entreprises privées et aux mécanismes de marché et en premier lieu la productivité (le plus d'efficacité possible avec le moins de ressource possible). Cette maximisation de la productivité, cette recherche incessante d'efficacité et de rigueur économique se réalise directement au détriment des agents.
[6] Nous employions cette idée d'autolégitimation du monde social suite au concept d'auto-institution du monde social de Cornelius Castoriadis. L'auto institution renvoie à une rencontre et à une création concomitante de la politique, de la philosophie, de l'histoire. Une fois institué ce modèle de société, dans une sorte de logique conservatrice, n'aura de cesse de s'auto-légitimer. Et si nous suivons la pensée de notre auteur, seul un imaginaire radical et une nouvelle auto-institution pourra nous faire sortir de la « boucle ». Cf. Castoriadis, C. (1999). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Gallimard, 1999 (1975).
[7] Interview de Pierre Laroque : « Histoire de la sécurité sociale » dans *La marche de l'histoire*. 7 octobre 2015, France Inter. https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-marche-de-l-histoire/la-securite-sociale-8816346.
[8] L'expansion de l'action par projet est d'ailleurs elle aussi tributaire de ce phénomène en même temps qu'elle en est révélatrice.
[9] Foucault développera tout particulièrement cette idée dans son cours au collège de France.
[10] https://datatopics.worldbank.org/world-development-indicators/
[11] Pour aller plus loin sur cette critique de la bureaucratie et du concept de « cage

d’acier » chez Weber, il est possible de se référer à Löwy, M. (2013). *La Cage d'acier : Max Weber et le marxisme wébérien.* Paris : Stock, 2013.

[12] À ce propos il est flagrant de remarquer que l’État se désinvestit de plus en plus des questions d’éducation au profit du secteur privé, marchand et lucratif. Et dans ce contexte se développe donc logiquement et spontanément une nécessité de rentabilité de l’éducation qui devient un service marchand comme les autres. « La part des effectifs d’étudiants dans les établissements privés de l’enseignement supérieur est passée d’environ 13 % dans les années 1990 à plus de 26 % à la rentrée universitaire 2022, soit plus d’un étudiant sur quatre désormais ». https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-cedu/l16b2458_rapport-information#_Toc256000004.

[13] Julien Damon explique d’ailleurs qu’il en va de même des usagers, dans son cas les SDF, qui loin d’être de simples dominés ou assistés, ont une réelle connaissance empirique de leur situation et de leur prise en charge, surtout pour ceux qui sont à la rue depuis de nombreuses années. Nous avons aussi pu constater cela personnellement dans nos différents travaux et enquêtes sur les personnes précaires en situation d’addiction.